

CTL DU 26 JANVIER 2012

LES AGENTS FORTEMENT MOBILISES CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Les organisations syndicales de la DRFIP 35 ont appelé les agents à se réunir en HMI à Rennes Magenta pour décider des formes d'action à mettre en œuvre pour dénoncer les 25 suppressions d'emplois nets et les 54 suppressions d'emplois d'agents C.

Après une discussion sur les conséquences des suppressions d'emplois sur le service public et les conditions de travail, les agents ont décidé unanimement d'envahir le comité technique local, qui se réunissait le même jour, et d'interpeller le directeur.

Environ 90 agents ont donc franchi le boulevard de la Liberté et interrompu le CTL, la CFDT Finances Publiques ayant décidé de siéger en 2ème convocation.

Pendant près de 2 heures, les agents du Centre de Gestion et de Service des Retraites, des Services des Impôts des Entreprises, de la Pairie Départementale et Régionale, des Services des Impôts des Particuliers, de la Trésorerie du Contrôle Automatisé, des Domaines, de l'enregistrement ou du Service Facturier ont multiplié les témoignages sur leur réalité des suppressions d'emplois, des conditions dans lesquelles ils exercent leurs missions et de la qualité du travail effectué. Les postes et résidences extérieurs à Rennes n'ont pas été oubliés: des collègues de l'équipe de renfort ont pointé les situations très difficiles de ces services. Partout, les suppressions d'emplois ne permettent plus d'accomplir l'ensemble des missions. La pression est telle que les agents craquent. Tous les indicateurs de la direction sont au vert, alors que c'est la réalité de l'exercice de nos missions que notre directeur devrait faire remonter à Bercy.



Le directeur nous a répondu qu'il était fonctionnaire et que lui et « ses collaborateurs » avaient travaillé à rendre les suppressions d'emplois les « *moins douloureuses possibles* ».

Les représentants du personnel ont refusé de discuter des arbitrages opérés dans la localisation des suppressions d'emplois et rappelé que leur refus de débattre de ces mesures techniques constituait le sens même de leur boycott de ce CTL. A l'issue de ces échanges, les agents, avec les organisations syndicales présentes, ont réaffirmé leur exigence d'arrêter la casse des emplois.

Ils ont aussi informé le directeur qu'ils reviendront le voir le 2 février, jour de la grève DGFIP. D'ores et déjà, la CGT avec l'intersyndicale appelle les agents de toutes les résidences du département à se rassembler le 2 février à 10h30, place du Colombier devant le bâtiment du Turgot pour se rendre à la direction.

LE 2 FEVRIER, TOUS ENSEMBLE, TOUS EN GREVE !

Pour :

- l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- l'arrêt des réformes de structures ;
- le maintien et le développement d'un service public de qualité et d'un réseau de proximité ;
- l'abandon de toute réforme conduisant à l'individualisation des rémunérations sur la base du mérite ;
- le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat par la revalorisation du point d'indice ;
- le retrait de la loi sur la mobilité.